

# MINISTRE, CHARGÉ DE PROSPECTIVE ET DES STATISTIQUES : modèle de croissance»

**proclamé tandis que l'administration (l'Etat) pèse de tout son poids sur un fonctionnement libre de l'activité économique...**

Tout décollage économique est étroitement lié au rôle que joue l'Etat ; au cadre économique basé sur les lois du marché et sur la cohésion sociale.

Le rôle de l'Etat est indispensable sur deux plans :

- Organiser son intervention dans la vie économique et sociale ;
- réguler le rôle des agents économiques à travers des opérations adéquates qui visent à réaliser la croissance. Il s'agit là de trouver l'équilibre entre le rôle de l'Etat, celui de l'entreprise et celui du marché.

**Moins d'Etat et plus d'initiatives pour la création de richesses sans distinction public/privé relève-t-il de l'utopie alors que les défis sont grands pour prétendre au statut de pays émergent et rejoindre les BRICS ?**

Notre objectif dans la phase actuelle est d'être au même diapason que les pays émergents, ce qui ne saurait être atteint qu'à travers un décollage économique réel et dans les plus brefs délais. Nous voulons atteindre un taux de croissance globale approprié et des taux de croissance appropriés des secteurs pro-

ducteurs de richesses. Notre objectif est d'appliquer les mêmes normes d'émergence qui ont permis à l'Inde, le Brésil et la Corée du Sud de réaliser une évolution économique rapide. Cela nécessite des mesures concrètes basées sur une vision claire et des objectifs bien définis, et c'est, en effet, ce que nous proposons à travers la feuille de route de notre secteur, d'une part, et à travers la coopération avec les pays émergents qui ont démontré une expérience riche dans le domaine de la croissance et du développement, tel que la Corée du Sud et le programme d'échange de connaissances dont l'Algérie est devenue pays membre, d'autre part.

**Vous avez «milité» pour la création d'un ministère de l'Economie comme moyen d'assurer entre autres charges la mise en place d'un nouveau modèle de croissance pour une relance économique effective... Vous persistez ?**

Effectivement, la gestion économique de l'Etat serait mieux organisée à travers un ministère de l'Economie. Il nous aiderait considérablement dans la mise en œuvre de la vision appropriée du décollage économique, car cela permettrait de mieux contrôler la décision économique et la cohésion des politiques, cela aiderait également à norma-

liser la gestion économique entre les différents secteurs qui ont trait aux finances, à l'économie et au commerce. Sur le plan législatif, il serait possible à un ministère de l'Economie d'établir les dispositions juridiques pour la régulation des marchés grâce à son positionnement au cœur des secteurs en relation. En outre, le rôle de l'Etat en tant qu'agent régulateur du processus économique serait plus pertinent et plus efficace à travers une institution telle qu'un ministère de l'Economie.

**Si certains analystes croient en une Algérie puissance émergente à terme, d'autres par contre affichent leur scepticisme, voire leur pessimisme et mettent en avant la corruption qui a atteint des niveaux insoupçonnés dans l'impunité. Votre avis...**

A mon avis, la meilleure manière de lutter contre la corruption serait d'appliquer les normes de la bonne gouvernance, dans le cadre de la gestion budgétaire ainsi que l'évaluation des marchés et le suivi de mise en œuvre des fonds. Dans un deuxième temps, intervient la justice dans la rigueur de l'application des lois. J'avais, dans ce contexte, proposé l'élaboration de «la charte nationale de la bonne gouvernance» avec l'implication de tous les acteurs de la société civile à travers une charte

d'éthique. Je pense que la corruption serait réduite de manière significative lorsque nous commencerons à appliquer les systèmes intelligents de veille, des statistiques et des normes de gouvernance tel que pratiqué dans les pays émergents.

**L'horizon 2030 nous rappelle aussi que les hydrocarbures, principale source de revenus, s'amenuisent de plus en plus. Y a-t-il risque de banqueroute vu les résistances au changement, les blocages divers qui restent toujours aussi forts ?**

En effet, aujourd'hui, le secteur des hydrocarbures occupe toujours un poids important dans les exportations globales, les recettes budgétaires et le PIB. Cependant, il fait face à une baisse tendancielle de sa production en volume. La nécessité de construire une économie productive formée de l'agriculture, la pêche, l'industrie, du BTP et des services s'impose alors comme source d'une véritable croissance. C'est seulement à ces secteurs qu'il est possible d'assigner la mission d'accroître, dans la stabilité et la durabilité, la richesse de la nation mesurée par son produit intérieur brut, de créer des emplois effectifs et de transformer objectivement les modalités de répartition des revenus.

**B. T.**